

La crise de la science économique française

« À l'heure actuelle les économistes français sont éclectiques : leurs doctrines ne sont pas assez enracinées dans une conception systématique. ». Tel est le jugement porté par Keynes en 1939 dans la préface à la traduction française de sa « Théorie générale ».

Depuis lors, et particulièrement depuis 1945, la pensée économique française n'a point, semble-t-il, cessé de mériter pareil jugement. Mais faut-il y voir une cause de stérilité scientifique et lui en faire reproche ou au contraire l'en louer parce que cet éclectisme serait une marque d'honnêteté intellectuelle, face à une crise profonde que traverse la science économique dans le monde ? Mais en ce cas à quoi cette crise est-elle due ?

Ce débat était dès longtemps ouvert. Jusqu'ici on y avait surtout entendu les voix de passionnés : mathématiciens, comme Maurice Allais, qui pourfend les économistes littéraires et l'abus de leur verbalisme ; historiens, comme Morazé, qui dénonce les raffinements byzantins de l'économie abstraite, les fantaisies intellectuelles des mathématiciens et l'ignorance du réel où se complaisent les économistes de formation juridique ; marxistes, comme Henri Denis, pour qui la crise de la pensée économique résulte du refus d'adopter le marxisme ; libéraux, comme Daniel Villey, qui accuse les économistes d'avoir, en trahissant le secret nécessaire à la stabilité du système, détraqué les automatismes, et par surcroît leur reproche de vouloir faire de la science économique une technique au service de l'action alors qu'elle eût dû demeurer une discipline désintéressée, conçue pour la culture des esprits, dont il convenait de goûter les charmes sans être dupe de sa vanité.

Voici qu'à ces voix ardentes et partisans succède le témoignage d'une rare sérénité que nous donne André Marchal. Déjà l'an dernier, dans un livre intitulé : « Méthode scientifique et Science

économique »¹ il avait montré comment la prétendue crise de l'économie politique n'était, selon lui, qu'un des aspects de la crise du déterminisme, crise qui atteint l'ensemble des sciences, y compris les sciences physiques, parce qu'on découvre que le hasard n'est point, comme le croyait Henri Poincaré, « la mesure de notre ignorance », mais l'effet d'une sorte de liberté dans la matière. Aujourd'hui il illustre cette même idée dans un livre consacré à « la pensée économique en France depuis 1945 »². La variété des méthodes et des conceptions mises en œuvre par les économistes français n'est à ses yeux que l'effet de cette crise du déterminisme sur un tempérament national à la fois attaché aux traditions et amateur de révolutions.

C'est la tradition classique qu'André Marchal reconnaît en Jacques Rueff. Celui-ci, dans son livre intitulé « l'Ordre social »³, donne du libéralisme classique un exposé d'une cohérence nouvelle. À l'en croire, la sensibilité des mécanismes stabilisateurs assure l'équilibre économique à condition que le droit de propriété soit sauvegardé et tenu à l'abri de la création de « faux droits ».

C'est le besoin de faire éclater les cadres habituels de pensée qui anime François Perroux. Constatant que le monde économique n'est pas fait de rapports entre égaux mais entre dominants et dominés, il veut intégrer dans la théorie économique la force et la contrainte⁴. Méprisant la petitesse des politiques économiques qui visent seulement à corriger les fluctuations cycliques, il s'efforce de jeter les bases d'une théorie de la croissance harmonisée, qui ferait largement appel aux interventions de l'État.

La moisson est riche d'autres théories neuves ou renouvelées qu'André Marchal a faite en passant en revue l'œuvre des plus marquants économistes français contemporains. Il a ordonné sa récolte selon les caractères des méthodes appliquées par chaque auteur. Entre les procédures abstraites faites de déductions qui s'enchaînent à partir d'hypothèses imaginaires et, à l'extrême

1. André Marchal : *Méthode scientifique et science économique* (I, le Conflit traditionnel des méthodes et son renouvellement). (Librairie de Médecis, Paris, 1952, 280 pages.)

2. André Marchal : *La Pensée économique en France depuis 1945*. (Presses universitaires de France, Paris 1953, 240 pages.)

3. Jacques Rueff : *L'Ordre social*. (Paris, Sirey, 1945, 2 vol., 748 pages.)

4. François Perroux : *Esquisse d'une théorie de l'économie dominante*. (*Économie appliquée*, avril-sept. 1948.)

inverse, les observations patientes qui ne veulent que décrire sans expliquer ni analyser, il découvre une gamme de méthodes intermédiaires. Les unes visent à humaniser la pensée économique par plus de réalisme psychologique, d'autres à l'approfondir en attachant plus d'importance aux diversités des structures.

À la lecture du livre d'André Marchal nul ne pourra manquer d'admirer l'élégance et la clarté avec lesquelles il a réussi la gageure d'exposer en moins de deux cents pages l'essentiel des nouveautés de la science économique française. Nul non plus ne pourra se refuser à reconnaître le mérite des efforts accomplis en France depuis la libération pour y promouvoir la science économique.

Pourtant, alors que d'autres sciences poursuivent leur marche triomphante, celle-ci demeure encore plus riche en controverses qu'en certitudes, même provisoires. Est-ce bien, comme le pense André Marchal, parce que plus que d'autres sciences, mais comme toutes les autres sciences, elle souffre de la crise du déterminisme ? La diversité de ses théories et de ses méthodes n'est-elle l'effet que de cette indétermination du monde ? Ou n'est-ce pas bien davantage parce qu'elle manque trop souvent des matériaux statistiques ou comptables qui seraient nécessaires à ses fondements ?

Si la science économique demeure, il faut bien le reconnaître, trop souvent incapable de prévoir les effets, même à court terme, de telle ou telle politique économique ou fiscale, si par exemple les économistes sont en désaccord quant aux effets d'une dévaluation sur le commerce extérieur, quant aux bienfaits et méfaits des restrictions de crédit, quant à l'action déflationniste ou inflationniste des aggravations d'impôt ou des hausses de salaires, quant à l'opportunité d'investissements, ce n'est pas parce que les individus usent de leur liberté pour réagir de façon fantaisiste à de telles actions, c'est parce que nous ignorons des données de fait. Nous ignorons la composition exacte des coûts de production en France et à l'étranger, les conditions de financement selon les branches et les dimensions des entreprises, les capacités de production inemployées, l'état des stocks, l'importance relative des diverses dépenses de consommation au sein des diverses catégories sociales...

Observer, décrire, n'est certes pas toute la science. On n'en est que le préliminaire, mais indispensable. C'est à cet égard et non pas

dans le domaine des spéculations intellectuelles que la science économique française fait, face aux États-Unis, figure de parent pauvre.

Certes des efforts publics ont été entrepris pour combler ce retard : par l'Institut national de statistique et des études économiques, qui applique au mieux des ressources trop limitées à effectuer des recensements ou des enquêtes concernant les entreprises industrielles et commerciales, les prévisions des chefs d'entreprises, les budgets de familles ouvrières, etc. ; par le ministère des finances, qui s'efforce de perfectionner notre comptabilité nationale et de bâtir un tableau des relations interindustrielles indispensable pour prévoir les effets sur tous les secteurs de l'économie d'un accroissement ou d'une diminution de la production de l'un d'entre eux.

À quoi s'ajoutent nombre d'efforts individuels.

Jean Lhomme, professeur à la faculté de droit de Paris et directeur de recherches à la sixième section de l'École pratique des hautes études, par sa toute récente publication sur la politique sociale de l'Angleterre contemporaine⁵, vient de donner aux jeunes chercheurs un magistral exemple de ce que doivent être les études de politique économique. La Fondation nationale des sciences politiques dans ses cahiers, le Centre d'études économiques de la sixième section de l'École pratique des hautes études dans sa collection d'études et mémoires, publient de plus en plus fréquemment le résultat de recherches où se combinent comme il se doit observations et théories.

Très significative de cette tendance est la contribution que Marcel Malissen apporte à la connaissance de l'auto-financement des sociétés⁶. Par un dépouillement patient de nombreux bilans, pour l'utilisation prudente et critique des statistiques fiscales, il a réussi à nous donner une mesure de l'autofinancement des sociétés en France de 1921 à 1950. Combien éclairante est son étude pour qui veut supputer les effets sur les flux fondamentaux de l'économie d'une hausse ou d'une diminution des profits retenus

5. Jean Lhomme : *La Politique sociale de l'Angleterre contemporaine*. (Presses universitaires de France, Paris, 1953. 518 pages.)

6. Marcel Malissen : *L'Autofinancement des sociétés en France et aux États-Unis*. (Librairie Dalloz, Paris, 1953. 246 pages.)

par les sociétés ! En nous donnant chemin faisant une mesure de l'évolution des profits au long des fluctuations de l'économie française, il permet pour la première fois de connaître quantitativement un fait qui est au cœur même de toute économie capitaliste.

Mais, si méritoires que soient les travaux accomplis, ils demeurent très insuffisants pour satisfaire les besoins de la science économique. Longtemps celle-ci n'a considéré que les individus et les États. Le comportement de l'individu était supposé connu par simple introspection de l'économiste lui-même ; pour connaître l'économie des États il suffisait de statistiques globales concernant les productions, le commerce extérieur, la monnaie et les prix. Or voici que l'analyse économique fait apparaître l'action motrice, décisive de groupes sociaux ayant au sein des économies nationales des intérêts différents et souvent opposés. Les initiatives de ces groupes, leurs réflexes de défense, leurs soumissions ou leurs refus amplifient ou restreignent les flux de production, d'investissement ou de consommation, et déterminent finalement la conjoncture économique.

Les études récentes sur l'inflation d'Henri Aujac⁷, de Maurice Flamant⁸, de Jean Gabillard⁹ et de Jacques Le Bourva¹⁰ ont très utilement, chacune à leur manière, mis cela en lumière. L'inflation n'apparaît plus comme un phénomène monétaire qui a des conséquences sociales, mais comme un phénomène social dont l'aspect monétaire n'est qu'une conséquence.

On aperçoit aussitôt que cette façon d'appréhender la réalité économique rend nécessaire de rassembler des données qui permettent de connaître la psychologie ou la situation économique de groupes. Ces données ne peuvent être que très exceptionnellement calculées par addition de faits individuels ; elles ne peuvent être obtenues que par sondages. La science des sondages a heureusement fait de grands progrès en liaison avec le calcul des probabilités. Mais si elle permet de connaître, par un

7. Henri Aujac : *L'Inflation, conséquence monétaire du comportement des groupes sociaux*. (*Économie appliquée*, n° 2 de 1950.)

8. Maurice Flamant : *Théorie de l'inflation et politiques anti-inflationnistes*. (Librairie Dalloz, 1952, 232 pages.)

9. Jean Gabillard : *La Fin de l'inflation*. (Société d'édition d'enseignement supérieur, Paris, 1952, 360 pages.)

10. Jacques Le Bourva : *L'Inflation française d'après guerre, 1945-1949. Essai sur la théorie et la mesure du processus inflationniste*. (A. Colin. 1953. 382 pages.)

échantillon soigneusement choisi avec une approximation suffisante et déterminée, une réalité plus vaste, elle n'en exige pas moins la mise en œuvre de moyens relativement coûteux.

Tandis que chacun admet que les recherches physiques ou chimiques exigent de puissants moyens, l'opinion publique pense qu'une politique économique peut sans inconvénient être menée à l'aveuglette, dans l'ignorance des structures productives exactes, de la répartition des revenus et des emplois qui sont faits de ces revenus. Il est symptomatique que le recensement quinquennal de la population et des entreprises, qui devait avoir lieu en 1951, a été supprimé par souci « d'économie ». Or chaque jour l'ignorance des faits provoque de coûteuses erreurs.

À l'heure actuelle la crise de la science économique, l'incapacité où elle se trouve fréquemment de guider la politique, paraissent dues essentiellement à ce que la réalité, faute d'avoir été suffisamment observée, mesurée, sondée, échappe encore trop à notre connaissance.

C'est seulement lorsque la connaissance du réel aura été bien davantage approfondie qu'on pourra savoir si l'indétermination du monde, et plus spécialement la liberté humaine, constituent vraiment un obstacle permanent, infranchissable, auquel la science économique se heurtera toujours.